**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de l'ASSEMBLÉE**

1ÈRE Réunion de 2015

Séance du 28/29 janvier 2015

CG20150128_74
id. 1414

Les vingt-huit et vingt-neuf janvier deux mille quinze, les membres du Conseil Général légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote :

M. J-P. ALBERT, M. E. ASTOUL, M. C. ASTRUC, M. P. AURIENTIS, M. J-M. BAYLET, M. J-P. BESIERS, M. J. CAMBON, M. J. CAPAYROU, M. B. DAGEN, M. J-L. DEPRINCE, M. G. DESCAZEAX, M. G-M. EMPOCIELLO, M. F. GARRIGUES, M. R. GARRIGUES, M. J. GONZALEZ, M. P. GUILLAMAT, M. G. HEBRAL, M. A. LACOMBE, M. J. LAVABRE, M. M. MARTY, M. P. MARTY, M. R. MASSIP, M. C. MOUCHARD, M. J-P. QUEREILHAC, M. J-P. RAYNAL, M. D. ROGER, M. J. ROSET, Mme D. SARDEING-RODRIGUEZ, M. J. TABARLY, M. L. VIGUIE

**BILAN DU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'ORGANISATION
TOURISTIQUE 2007-2014
"TOURISME AVENIR"**

La politique touristique du conseil général de Tarn-et-Garonne s'inscrit dans le cadre de la loi du 13 août 2004. Celle-ci a donné une nouvelle compétence aux régions qui assurent, depuis, la coordination des aides en matière touristique à travers notamment la mise en place du schéma régional.

Ainsi, lors de la décision modificative de juin 2008, une convention cadre permettant de définir un **nouveau partenariat** entre le conseil général et le conseil régional a été adoptée. Elle permet également de mobiliser les fonds européens dans le cadre de la programmation 2008-2014.

Un **ensemble d'interventions articulées autour de trois axes** a donc été défini dans le cadre des orientations du schéma départemental d'organisation touristique approuvé en décision modificative n°1 de 2010 :

1 - Construire et développer une offre touristique concurrentielle autour de trois types d'offres stratégiques majeures (l'eau, l'itinérance, le patrimoine culturel)

2 - Poursuivre et conforter le développement qualitatif de l'offre

3 – Renforcer l'organisation partenariale, développer la mise en réseau

C'est ainsi que le conseil général a approuvé, lors du budget primitif 2012 la nouvelle politique touristique à travers le plan de soutien "Tourisme Avenir" dont je vous propose de dresser un premier bilan, au terme des trois années de programmation.

AXE I

CONSTRUIRE ET DEVELOPPER DES LIGNES D'OFFRES ET DE PRODUITS TOURISTIQUES SUR LE TERRITOIRE

1. Structurer, renforcer les offres et pôles touristiques autour de l'eau et du canal

1.1 Le canal des deux mers

La politique de valorisation du canal et par extension de la voie cyclable, a été renforcée avec l'accompagnement de projets structurants :

- **la boucle du Tarn et le canal** : **156 570 €** ont été engagés par le conseil général pour **2 opérations** autour du port canal représentant un montant d'investissement de **921 000 €** visant à finaliser la descente du Tarn sur la bretelle Montech-Montauban ;

- **la modernisation des haltes nautiques** : **124 525 €** ont été engagés par le conseil général pour **2 opérations** (Valence-d'Agen et Moissac) représentant un investissement global de **686 575 €**.

Parallèlement, en matière de structuration d'un réseau d'acteurs autour du canal, une action particulière a été initiée par le conseil général, dans le cadre du Contrat de destination signé en 2013. Il s'agit de la création **d'un comité d'itinéraire** regroupant 2 régions et 6 départements riverains de la vélo voie verte du canal des deux mers.

Un fonds commun a été constitué pour mener des actions de promotion du canal. Le conseil général a acté une participation de 30 000 € pour trois années de programme dans un budget commun abondé par les partenaires d'un montant global de **300 000 €**.

1.2 L'aide à la modernisation des bases de loisirs

Il s'agissait de mettre en œuvre un programme de valorisation environnementale et touristique des bases de loisirs du département. **16 opérations** ont été accompagnées par le département, à hauteur de **520 308 €**, pour un montant d'investissements de **3 389 214 €**. Aujourd'hui, 7 bases de loisirs accueillent dans le département des touristes pendant la saison d'été. Deux d'entre elles ont bénéficié du pavillon bleu.

2. L'itinérance douce et les activités de pleine nature

Les vélo-routes et voies vertes, la randonnée, le chemin de Saint-Jacques de Compostelle et les GRP, les activités de pleine nature, autant d'atouts dont dispose le département pour répondre aux attentes des clientèles en matière d'itinérance douce.

2.1 Véloroutes et vélo voie verte

Notre politique s'est intensifiée dans le domaine cyclable visant à faire de la vélo voie verte, le long du canal, la colonne vertébrale de l'offre itinérante et un pôle de rayonnement touristique. Il en sera de même prochainement de l'axe vélo-route Montauban – Saint-Antonin – Laguépie.

Des boucles de jonction vélo ont été créées au départ de la voie verte pour offrir un réseau d'itinéraires irriguant le territoire. Les investissements d'infrastructures ont été portés par le conseil général avec l'appui de la région et de l'Europe.

En complément de l'aménagement de la vélo voie verte, dont le dernier tronçon assurera, probablement dès 2016, la jonction avec Montauban, pour une connexion avec la vélo route de la Vallée de l'Aveyron, un programme de signalisation départemental complet a été engagé au cours des 3 dernières années pour un montant de **24 386 €**.

2.2 La randonnée et le plan départemental des itinéraires de promenades et randonnées (PDIPR)

Notre politique visait à maintenir notre aide dans les domaines de l'entretien et du balisage, et de mettre en place une nouvelle politique dans le domaine de la signalisation des itinéraires (cf. axe 3).

Entre 2009 et 2014, ce sont **46 opérations** qui ont été accompagnées, 4 ouvertures de sentiers, 5 réalisations de topo-guide, et 37 opérations d'entretien annuel, soit **67 104 €** de subventions accordées par le conseil général, pour un montant d'investissement de **566 738,32 €**.

3. Le patrimoine culturel et gastronomique

Cette action a pour but de soutenir la politique des grands sites et des villes d'art et d'histoire qui offrent, à la visite, un patrimoine de caractère.

3.1 Grands sites de Midi-Pyrénées

Il s'agit d'accompagner le programme de développement des Grands Sites en Midi-Pyrénées, dont font partie **Moissac** et le **Canal**.

3.2 Création d'un club des sites du Tarn-et-Garonne

Dans le cadre du plan de soutien à l'économie touristique, l'agence de développement touristique (ADT) a créé, en 2011, un club de partenaires regroupant aujourd'hui **29 sites** et un réseau de plus de **90 points de diffusion** dans les sites et hébergements du département. Ce réseau est animé par l'ADT qui propose des formations, des visites de sites et l'appui aux projets, dans l'objectif d'une qualification des lieux d'accueil. Ce programme d'accompagnement s'élève à **44 565 €** de 2011 à 2014.

AXE II

POURSUIVRE ET CONFORTER LE DEVELOPPEMENT QUALITATIF DE L'OFFRE

Il s'agit de répondre aux enjeux du développement durable du territoire dans le cadre des objectifs du schéma régional de développement du tourisme et des loisirs, qui doivent permettre de renforcer le niveau de qualité et le développement des offres d'hébergements.

Cette politique est axée prioritairement sur la **mise aux normes**, la **modernisation** ou l'**extension** des établissements. Ces mesures sont en lien avec la récente réforme des normes de classement (loi du 22 juillet 2009 relative à la modernisation des services touristiques) qui impliquait une adaptation de nos politiques, afin de conserver un parc d'hébergement aux normes de qualité.

Les actions se sont concentrées sur :

L'hôtellerie

Il s'agit de favoriser le maintien de la capacité hôtelière en accompagnant des projets de mises aux normes et de modernisation.

- Sur la petite hôtellerie rurale, **2 opérations** ont été subventionnées pour un montant de subvention de **13 546 €** sur un investissement global de **45 152,98 €**.

- Sur l'hôtellerie indépendante classée, **7 opérations** ont été subventionnées à hauteur de **59 811 €** (sous forme de bonification d'intérêts), pour un montant d'investissement de **2 933 827,82 €**.

Cette action en direction des professionnels s'inscrit en cohérence avec celle de la Région, au titre du soutien des entreprises touristiques s'inscrivant dans une démarche de développement durable.

L'aide à la modernisation des hébergements de plein-air

Dans le cadre du soutien aux communes et aux professionnels privés, pour la qualification de leur structure, en vue du maintien de leur classement, 5 communales et 1 opération privée ont été accompagnées représentant un montant d'investissement de **313 724 €**, dont **21 046 €** de subventions ont été accordées par le Conseil Général.

Les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes (aides aux hébergements ruraux labellisés)

Concernant l'aménagement des gîtes communaux, **6 opérations** ont été aidées à hauteur de **43 217 €** par le Conseil Général, représentant **277 528 €** d'investissement.

Pour les gîtes et chambres d'hôtes privés, le Conseil Général est intervenu sur **12 projets** (7 meublés et 5 chambres d'hôtes), à hauteur de **37 737 €** d'aides pour un montant global d'investissement de **899 492 €** entre 2009 et 2014.

Les gîtes d'étape et de séjour

Cette nouvelle intervention relative aux hébergements ruraux d'une capacité supérieure à 15 lits visait à favoriser la création de gîtes d'étapes ou de gîtes de grande capacité susceptibles d'accueillir des groupes, notamment pour combler des carences le long des itinéraires. Depuis 2013, **4 opérations** ont ainsi été accompagnées, pour un montant d'aides départementales de **73 537 €**, sur un montant global d'investissements de **594 090 €**.

Il est à souligner qu'en matière d'hébergements commerciaux, lorsque le Département a investi en soutenant les projets, il a permis l'obtention des financements de la Région et de l'Europe.

Ainsi, sur la période 2007-2014, en matière d'hébergements touristiques, lorsque le Département investit 1 €, la Région subventionne à hauteur de 4,85 € et l'Europe à hauteur de 2,25 €.

L'aide à la modernisation des villages de vacances pavillonnaires

Cette mesure avait pour objectif d'encourager les travaux de qualification et de modernisation des équipements situés à proximité des bases de loisirs, et sensibiliser les opérateurs à une démarche de développement durable. 3 projets de requalification ont été soutenus : Montaigu, Beaumont de Lomagne et Molières.

Les plus-produits (aide à la qualification des hébergements)

En complément de la politique des hébergements, notre schéma proposait de créer une nouvelle intervention en direction des plus-produits. Elle permet une montée en gamme des services dans les hébergements, et conforte leur fréquentation hors saison.

Trois thèmes de plus-produits étaient proposés :

- espaces aquatiques,
- espaces ludiques pour les enfants,
- équipements liés à l'itinérance (équestre, vélo, pêche, canoë).

Tous les types d'hébergements sont concernés. Entre 2012 et 2014, **17 opérations** ont été subventionnées (4 opérations communales et 13 opérations privées), pour un montant d'investissement :

- **263 553 €** dont **42 828 € d'aides** du Département pour les communes,
- **722 956 €** dont **52 893 € d'aides** du Département pour les privés.

AXE III

L'ACTION TOURISTIQUE DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. Structuration des offices de tourisme

Il s'agit de poursuivre et de formaliser la dynamique de concertation et d'organisation engagée avec la création de l'agence de développement touristique. Pour

cela, le conseil général est venu en aide à la structuration et à la mise en réseau des **20 offices de tourisme** du département, action qui figure également dans le schéma régional d'organisation touristique.

L'action principale a été portée par l'ADT 82, avec la mise en place d'un **réseau d'informations touristiques** mutualisé entre les offices de tourisme, **une base de données unique et partagée**.

En 2012, une opération sous maîtrise d'ouvrage départementale a permis d'équiper les 20 offices de tourisme (ainsi que 2 aires d'autoroute) d'un dispositif d'informations départementales et locales. Le coût de cette opération s'est élevé à 78 195 €.

Une ligne d'aide dédiée à la création de sites internet connectés à la base de données a été créée. A ce jour, seuls **2 projets** ont été accompagnés dans ce cadre, représentant un montant d'investissement de **27 035 €**, dont **8 111 €** de subventions accordées par le conseil général.

2. Actualisation et harmonisation de la signalisation touristique

En matière d'aménagement du territoire, un schéma départemental de signalisation touristique a été complété de nouvelles opérations, permettant à la fois l'actualisation du schéma de 1994 et le renforcement de la signalisation et du jalonnement des sites touristiques. Ce projet vous est présenté dans un rapport particulier.

Trois programmes ont été engagés entre 2012 et 2014 :

- l'actualisation des **relais informations services** pour un montant de **77 000 €**,
- la **signalisation des sentiers de randonnées** pour un montant de **78 000 €**,
- la **signalisation touristique de la vélo voie verte du canal** pour un montant de **24 386 €**.

LE BILAN "TOURISME AVENIR"(2007 - 2014)

	Investissements	Subventions
- Axe I – Aménagements structurants	5 563 527,32 €	892 893 €
- Axe II – Hébergements	6 133 856,00 €	360 388 €
- Axe III – Aménagements du territoire	182 035,50 €	163 111 €
TOTAL	11 879 418,82 €	1 416 392 €

	Investissements	Subventions
- au titre des contrats de Pays	5 737 139,53 €	578 464 €
- au titre des contrats d'équipements	33 130,00 €	68 339 €
	-----	-----
Politiques contractuelles	5 770 269,53 €	646 803 €
- au titre de la politique "Tourisme Avenir"	6 109 149,29 €	769 589 €
TOTAL	11 879 418,82 €	1 416 392 €

→ pour **124 opérations réalisées.**

LES OPERATIONS STRUCTURANTES

- **La pente d'eau de Montech**

Il s'agit de faire de cet ouvrage dédié à la navigation sur le canal **un atout de la valorisation touristique.**

Les aménagements du site :

- . un bâtiment de 250 m2 abritant un centre d'interprétation ;
- . une halle ouverte ;
- . des services pour la clientèle.

Pour un coût estimé à 1,5 M€.

- **La création d'un comité d'itinéraire**

Il s'agit de valoriser de manière économique et touristique, le canal des 2 mers et la vélo voie verte :

- . budget de 110 000 € par an
- . participation du Tarn-et-Garonne : 10 000 € par an sur 3 ans

- **Le contrat de destination**

Sur le thème de "l'Itinérance", ce contrat s'engage à optimiser les actions de valorisation et de mise en valeur des différents itinéraires touristiques sur le Tarn-et-Garonne.

. budget par action en 2014 : 39 000 €

Je vous demanderais de bien vouloir prendre acte de cette communication relative au bilan du schéma départemental d'organisation touristique 2007-2014.

□

□

□

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission aménagement du territoire et tourisme,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL GENERAL

- Prend acte, au terme de trois années de programmation, de la communication relative au bilan tel que présenté du schéma départemental d'organisation touristique 2007-2014 « Tourisme Avenir » qui s'articule autour de trois axes :
 - Construire et développer une offre touristique concurrentielle autour de trois types d'offres stratégiques majeures (l'eau, l'itinérance, le patrimoine culturel),
 - Poursuivre et conforter le développement qualitatif de l'offre,
 - Renforcer l'organisation partenariale, développer la mise en réseau ;
- Rappelle également que ce schéma comporte les opérations structurantes suivantes :
 - La pente d'eau de Montech
 - La création d'un comité d'itinéraire
 - Le contrat de destination.

Acte donné.

Le Président,

Jean-Michel BAYLET